ELECTIONS LEGISLATIVES du 21 Mars 1993

11^{ème} Circonscription des Yvelines



Candidat indépendant Mr MARQUIS

Jose Philippe Gestionnaire, 38 ans



Suppléant

Mr DELARUE

Patrice

Agent commercial, 50 ans

ABSTENTIONNISTES: ceci vous concerne

LA DÉMOCRATIE EST EN DANGER,

vous avez une part de responsabilité: votre député n'est élu que par un elécteur sur quatre au premier tour. Est-il représentatif? Que font les hommes politiques depuis vingt ans. Ils s'échangent le pouvoir à regret sans se soucier de notre avenir.

Assez de blabla! de ronron! de consensus, d'auto-satisfaction, d'alibis internationaux. Assez des partis, des fausses factures, des amnisties, de sang contaminé. Cinq millions d'exclus: des chomeurs, des fin de droit, des S.D.F. Au pays de la déclaration des droits de l'homme: C'EST UNE HONTE!

Les dépenses de notre campagne, me coûteront 15.000Frs, dont je ne demanderai le remboursement à personne.

J'ai fait ma part, je me présente. Faites la vôtre si vous voulez changer le système en place. Votez et si possible Votez pour moi. Merci

POUR CHANGER LA VIE POLITIQUE:

On doit démocratiquement renouveler les hommes politiques.

Je lutterai pour instaurer: Le vote proportionnel avec représentation à partir de 10%, non cumul des mandats, la limitation à deux des mandats successifs à la même fonction, l'inégibilité à partir de l'âge de soixante cinq ans.

ACP RCS 333 232 346 Paris

Ce dont a besoin la France:

Que chaque agent économique, social et politique assume ses responsabilités et cesse d'empiéter sur celles de son voisin. Je n'ai pas de catalogue de mesures toutes prêtes. Je serai le candidat du bon sens et des réalités, comme l'a été en son temps Monsieur Antoine PINAY. Mon action est basée sur les recommandations de Monsieur Maurice ALLAIS (Prix Nobel d'économie) et de Monsieur Alain COTTA (Professeur d'économie à DAUPHINE).

LES EMPLOIS NE SE CREENT PAS EN PARTAGEANT LA DUREE DU TRAVAIL. En revanche, resituer l'Entreprise en lui redonnant les moyens pour se développer. Préserver les produits de nos entreprises en considérant le cadre des charges sociales de notre pays, unifier au sein de l'Europe les charges sociales et impôts des

entreprises. SEULES LES ENTREPRISES SERONT CREATRICES D'EMPLOIS.

DEFENSE: Personne n'en parle, mais il va bien falloir adapter notre défense à ses objectifs en fonction des moyens disponibles. Situons nous dans une veille technologique qui convienne à la protèction des futures générations. Nos ennemis ne veulent pas hériter d'une terre radioactive, conséquence, n'entretenons plus des armes obsolétes. En revanche, regardons vers des armes protèctrices modernes (lasers, accoustique). Rapatriement express de nos troupes de l'étranger, car dans une démocratie, il est inadmissible que la vie de nos soldats soit engagée sans la consultation du parlement, pour définir précisement les objectifs et les dépenses. Rappelez vous les errements passés (Algérie, Indochine, Tunisie, Maroc). POURQUOI NE FAIT-ON RIEN POUR L'ANGOLA ALORS QU'ON Y MEURT PLUS QU'EN BOSNIE. SECURITE: Remettre l'Etat en face de ses résponsabilités. Ne pas les déléguer à des structures subalternes (municipales, partisanes, miliciennes et que sais-je ...). Je m'éléve contre le démantèlement de la police nationale. Le métier de policier doit etre revalorisé par l'enrichissement de la formation et de ses critères professionnels. Certains moyens ont été détournés, j'agirai auprés du gouvernement pour que ces retrouvent leur déstination, en partenariat avec les syndicats professionnels.

JUSTICE: Rendre la justice rentable pour le contribuable et la victime. Ne plus mélanger les prisonniers, alors que l'on prend soin de classer les armes par catégories. C'est dans ce domaine que les théories de bon sens doivent être appliquées en urgence, pour éviter de construire un etat policier. Les moyens sont corrects,

mais mal employés.

IMMOBILIER: C'est la priorité de cette circonscription, la rénovation de l'Existant est une mesure d'urgence ainsi que la déstruction de certaines habitations trop couteuses à l'exploitation. Pour une tutelle politique de gauche et un député dont le nom est lié à une loi sur l'immobilier, il est contradictoire de constater la triste réalité. Où est notre politique d'accession à la propriété.

EDUCATION: Je suis contre le démantèlement de l'Education Nationale, qui deviendrait pour notre circonscription un désert intellectuel. Il faut veiller à ce que les bons élèves puissent rester dans nos établissements et que ceux qui ont besoin

d'un soutien puissent le recevoir. J'y veillerai.

J. MARQUIS CANDIDAT INDEPENDANT

With

Vu le candidat